

FAIRE DU 6 NOVEMBRE UN MOMENT FORT ET MARQUANT...

Quoi qu'en disent le gouvernement, sourd à l'expression populaire, et la majorité des médias, le rejet des choix du gouvernement contre les retraites, qui s'est une fois de plus exprimée le 28 octobre dernier, est loin de s'éteindre même si la loi vient d'être adoptée par les deux assemblées. Le texte sorti de la commission mixte AN/Sénat, s'il devait être promulgué, provoquerait des ravages, dans la fonction publique comme dans le secteur privé (cf. la dernière lettre flash 14). Le niveau de mobilisation atteint au cœur d'une pause scolaire continue de se mesurer en millions de manifestants. L'ancrage de la contestation dans la population est profond et durable. Dans les cortèges, la présence des personnels de l'enseignement supérieur et de la recherche ne s'est jamais démentie. Le renforcement des mobilisations par les jeunes et notamment des étudiants, marque un tournant dans le mouvement. Tous, ils prennent part activement à ce combat pour le retraites, l'emploi, les salaires et pour refuser la précarité. Le Président de la République ne peut pas promulguer une loi dont le rejet a atteint des sommets dans toute la population, tant elle broierait les solidarités intergénérationnelles et n'épargnerait aucune catégorie de salariés.

Des évolutions sournoises dans l'application de la LRU

En même temps qu'ils se mobilisent pour défendre notre système de retraites, de nombreux collègues sont contraints de s'épuiser à répondre aux appels d'offres liés au « grand emprunt » (Equipex, Labex, Inex...), éloignés de considérations scientifiques et émis à un rythme insensé. Dans un contexte d'austérité budgétaire qui voit reculer en pouvoir d'achat le budget de la MIRE (1), se confirmer le scandaleux Crédit Impôt Recherche et se multiplier les Partenariats Public-Privé, les candidats au financement du grand emprunt sont sommés de donner des gages de « resserrement de la gouvernance des établissements » s'ils veulent bénéficier de ses hypothétiques financements. La concurrence induite par ce processus extrêmement sélectif et opaque conduit certaines équipes de recherche à l'implosion et frappe de plein fouet les enseignants-chercheurs et chercheurs, en particulier en sciences humaines et sociales. Ce processus engage le changement radical des structures de l'enseignement supérieur et de la recherche. Il remet en cause l'égalité d'accès dans l'enseignement supérieur et l'avenir d'un maillage territorial équilibré.

Les manifestations, les échanges entre personnels réunis dans les mêmes cortèges et dans les AG contribuent au regain d'une solidarité qui se manifeste aussi de manière financière et juridique, et au brassage des idées. Dans des cadres souvent interprofessionnels, ils permettent de tisser ou de fortifier des liens qu'un système concurrentiel à outrance cherche à rompre. Si le gouvernement cherche à clore le dossier des retraites, alors qu'il bénéficie d'un soutien très minoritaire de l'opinion publique, consciente de l'injustice de ce projet gouvernemental, c'est pour ouvrir les suivants et en particulier celui de la sécurité sociale, de la dépendance...

Maintenant se jouent des batailles qui ne peuvent attendre de prochaines échéances électorales. Le SNESUP appelle la communauté universitaire à manifester en masse le 6 novembre prochain et à faire de cette journée un nouveau moment fort et marquant dans une mobilisation aux actions diversifiées appelées à se prolonger pour imposer de tout autres choix.

Texte adopté à l'unanimité par le Bureau National réuni le 4 novembre 2010

Ajaccio : 10 h, carrefour – **Amiens** : 14 h 30, maison de la culture – **Angers** : 10 h, place Leclerc – **Avignon** : 14 h, gare centre SNCF – **Besançon** : 10 h 30, place de la Révolution – **Bordeaux** : 14 h 00, Place de la Victoire – **Brest** : 14 h 30, place de la Liberté – **Caen** : 14 h 30, place St Pierre – **Clermont-Ferrand** : 10 h, Place du 1er Mai – **Dijon** : 14 h 30, place de la Libération – **Grenoble** : 14 h 30, Cours Jean Jaurès – **Ile de France** : 14 h, place de la République – **La Rochelle** : 10 h 30, Place de Verdun – **La Réunion** : 10 h, Préfecture de Saint Denis – **Le Havre** : 15 h, hôtel de ville – **Le Mans** : 14 h 30, place du marché de Pontlieue – **Lille** : 14 h 30, porte de Paris – **Limoges** : 14 h 30, place de la République – **Lyon** : 17 h, place Jean Jaurès – **Marseille** : 14 h 30, place Castellane – **Metz** : 14 h 30, place de la gare – **Montpellier** : 15 h, berges de Lez – **Mulhouse** : 14 h 30, place de la bourse – **Nancy** : 14 h 30, place Stanislas – **Nantes** : 15 h, CHU – **Nice** : 14 h 00, place Masséna – **Orléans** : 14 h 30, place du Martroi – **Pau** : 10 h 30, place de Verdun – **Perpignan** : 10 h, place Catalogne – **Poitiers** : 10 h, promenade des Cours – **Reims** : 14 h, maison des syndicats – **Rennes** : 10 h 30, avenue Janvier – **Rouen** : 10 h, cours Clémenceau – **Saint-Etienne** : 10 h 15, gare de Châteaureux – **Strasbourg** : 14 h, place de la République – **Toulon** : 14 h, place de la Liberté – **Toulouse** : 10 h, allées Ch. De Fitte – **Tours** : 15 h, place de la Liberté – **Valenciennes** : 9 h 30, place d'Armes